

## RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA COMMUNE : VILLEJUIF

Ce rapport présente les principaux postes des comptes de la commune : VILLEJUIF, comparé à la commune de : VITRY-SUR-SEINE.

Ces données proviennent de la DGCL (Direction Générale des collectivités locales).

### Les comptes des communes françaises sont séparés en deux sections :

- la première section correspond aux dépenses et recettes de fonctionnement. Cette section retrace les opérations courantes de la commune, celles qui reviennent chaque année (par exemple charges de personnel pour les dépenses, et produits des impôts locaux pour les recettes).
  - la seconde section retrace les investissements (dépenses durables comme les bâtiments, voiries...) engagés par la commune, et les ressources, dont les emprunts, permettant de réaliser ces investissements.
- Afin de pouvoir comparer les communes entre elles, les différents postes sont rapportés à l'habitant, en divisant le montant par le nombre d'habitants.

De plus, la DGCL a créé des regroupements statistiques de communes appelés strates, ce qui permet de comparer des communes de taille et de type de fiscalité similaire. La commune VILLEJUIF appartient en 2012 à la strate : 50 000 à 100 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé (FPU) (voir 5ème partie de ce rapport pour des explications)

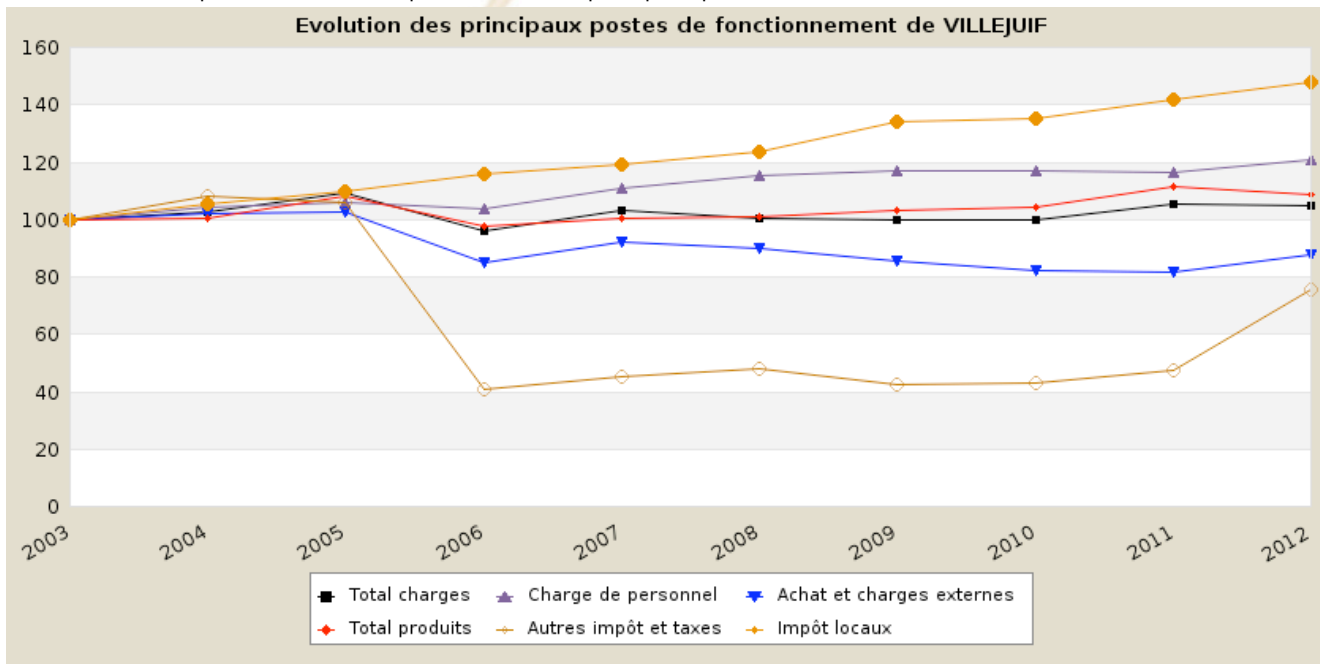
### Ce rapport est divisé en 5 parties :

- Les principaux indicateurs de gestion de la commune comparés aux moyennes de la strate pour permettre d'avoir une vision globale de situation financière de la commune. **Les ratios sont calculés à partir des données des comptes de la commune, ils ne constituent pas une analyse financière approfondie mais une évaluation de la santé financière de la commune permettant d'interroger les élus sur leur gestion.**
- Le détail des comptes publiés avec comparaison avec la moyenne de la strate
- Les taux d'imposition (source Ministère des Finances impots.gouv.fr)
- Les comptes de l'autre commune sélectionnée comme comparaison dans le rapport.
- Une annexe présentant rapidement le mode de fonctionnement de la comptabilité des communes et les définitions des termes de la comptabilité locale utilisés dans ce rapport.

Vous pouvez vous rendre sur le site [www.decomptes-publics.fr](http://www.decomptes-publics.fr) pour plus de détails.

## 1. Principaux indicateurs de gestion

Le graphique suivant permet de comparer l'évolution dans le temps des principaux postes de la section fonctionnement, par rapport à ce qui était constaté sur chaque poste en 2003 (indice 100 en 2003). Chaque poste est individuellement ramené à 100 en 2003 qui devient la valeur de référence. Décomptes Publics calcule l'indice de chaque année par rapport à la valeur en 2003. (Exemple : si pour une commune les charges de personnel sont de 1500 € en 2003, l'indice 2003 est 100. Si la valeur de 2012 est 1900, alors la valeur de l'indice en 2012 est 126,7 (1900€/1500€). Ceci traduit une augmentation de 26,7% de ce poste sur les 9 années. Ceci vous permet d'évaluer à quelle vitesse les principaux postes de la section de fonctionnement ont évolué.

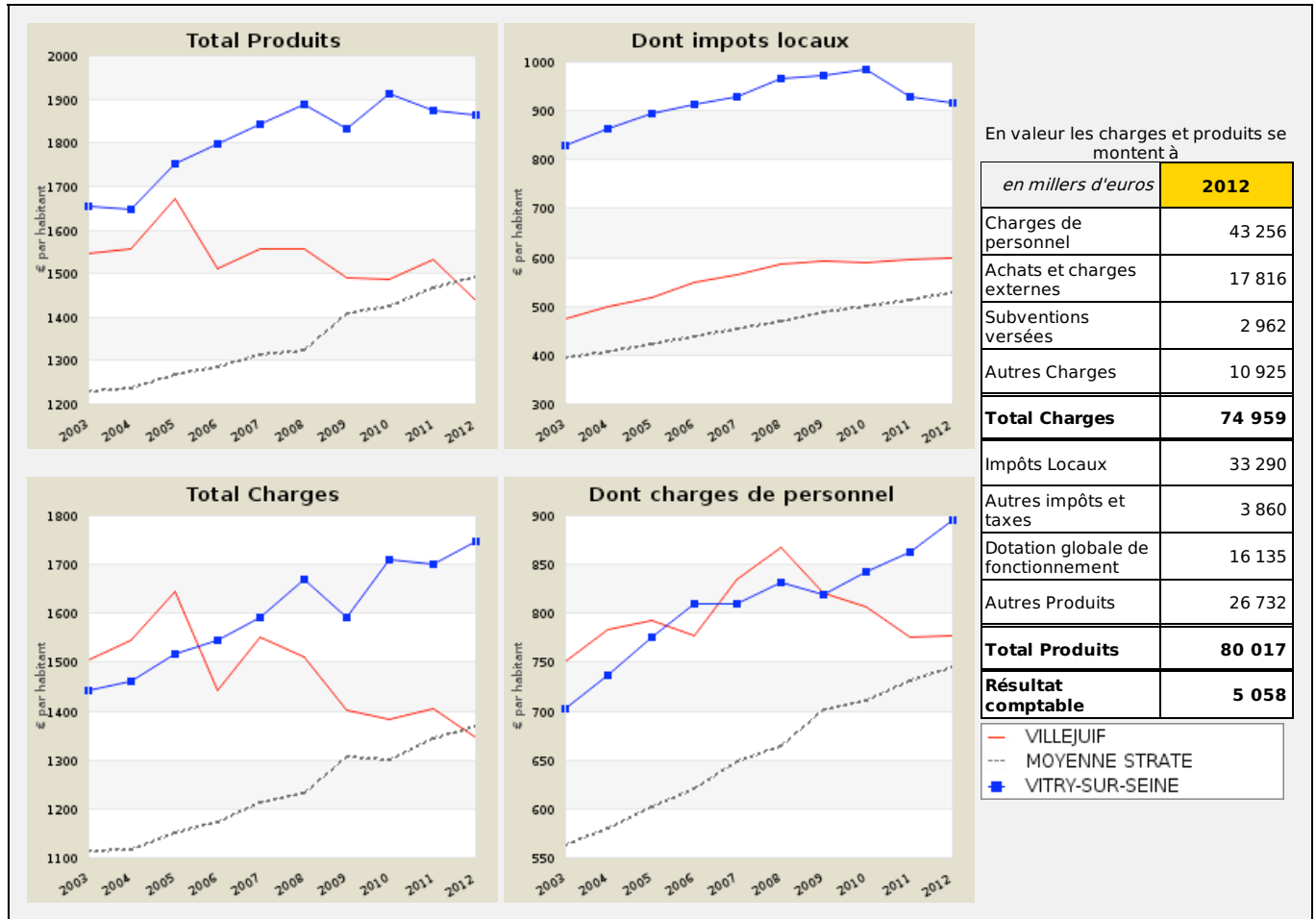


## ■ FONCTIONNEMENT

Les graphiques ci-dessous présentent les principaux indicateurs de gestion sélectionnés par Décomptes Publics. La commune de VILLEJUIF est comparée aux communes sélectionnées, en euros par habitant. Vous trouverez en complément ci-dessous, la population légale (telle que définie au journal officiel au 1er janvier 2012).

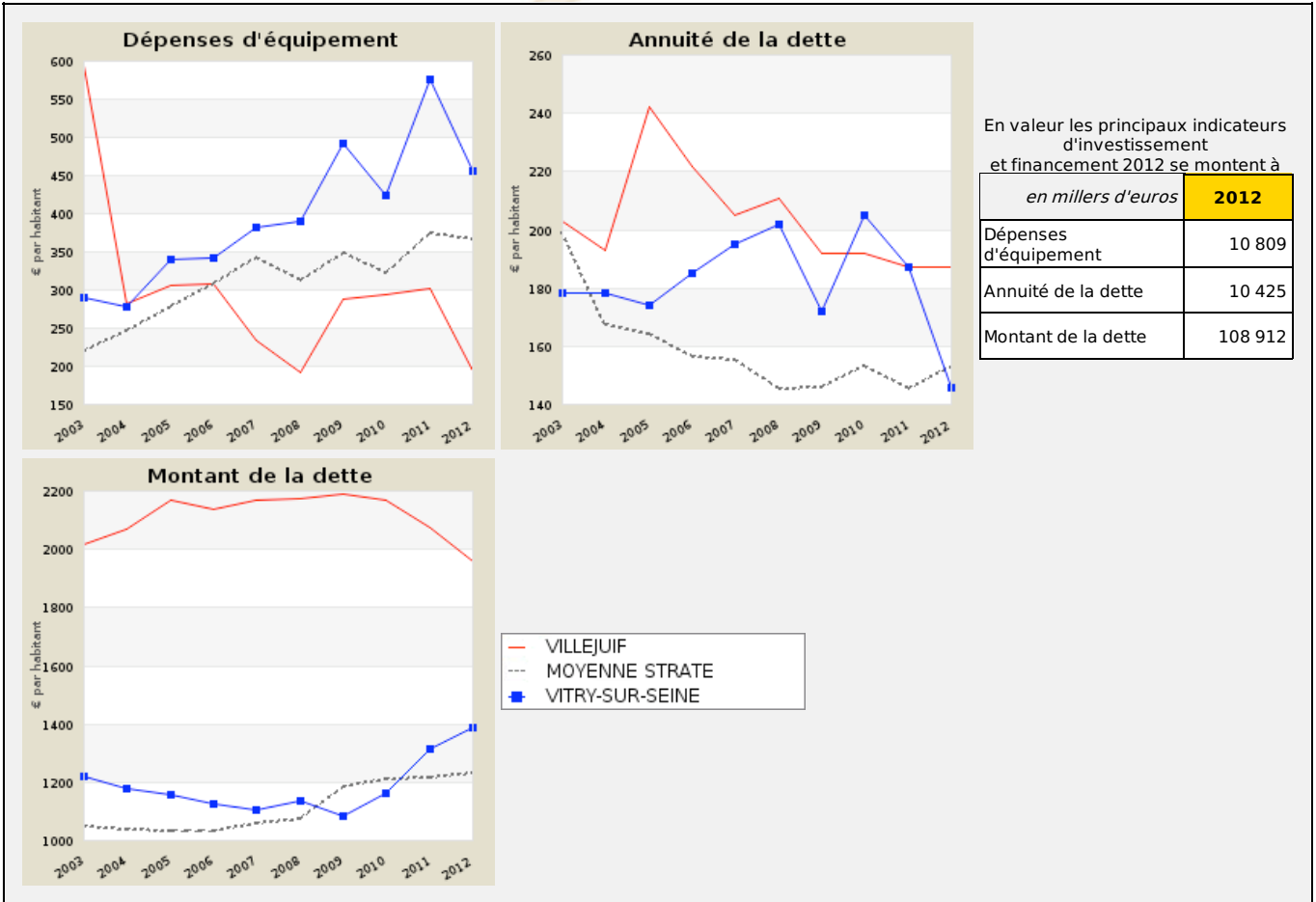
VILLEJUIF : 55 641

VITRY-SUR-SEINE : 86 159



## INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT

Vous retrouvez ci-dessous les principaux indicateurs de la section investissement et financement sélectionnés par Décomptes Publics.



## Evaluation financière

Décomptes Publics a sélectionné un certain nombre d'indicateurs afin de vous permettre d'évaluer la situation financière de la commune. Nous avons analysé l'ensemble des communes de la strate ce qui nous permet de vous présenter la position de VILLEJUIF dans le classement national. Les communes sont ainsi classées de 1 à 10. Une commune obtenant 10 figure parmi les 10% des communes ayant les meilleurs résultats, à l'inverse une commune obtenant 1 fait partie des 10 % des communes obtenant le moins bon résultat. (Les montants sont présentés en € par habitant).

### Ratios de fonctionnement

	VILLEJUIF			VITRY-SUR-SEINE	
	Valeur	Moyenne	Classt(*)	Valeur	Classt(*)
Résultat comptable (1)	107€	123€	5	164€	6
Pression Fiscale (2)	77%	61%	2	87%	5
Rigidité structurelle (3)	62%	55%	2	52%	6
		Moyenne	3.0		5.7

### Ratios d'investissement et financement

	VILLEJUIF			VITRY-SUR-SEINE	
	Valeur	Moyenne	Classt(*)	Valeur	Classt(*)
Ratio d'autofinancement (4)	102%	99%	4	100%	6
Dettes (5)	1 957€	1 233€	2	1 389€	7
Dépenses d'investissement(6)	263€	355€	3	486€	7
		Moyenne	3.0		6.7

Les notes ci-dessous expliquent les ratios de manière résumée, le détail est indiqué en cinquième partie de ce rapport.

(1) Moyenne du résultat comptable sur les 3 dernières années: excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement permettant de financer les investissements et les remboursements d'emprunts.

(2) Pression fiscale : c'est le rapport entre les recettes fiscales et le potentiel fiscal (2010) (voir définition).

(3) Rigidité structurelle : c'est le rapport entre les charges structurelles (charges de personnel + contingents + charges d'intérêts) et les produits de fonctionnement. Il traduit les marges de manœuvre dont bénéficie la commune pour de nouvelles politiques ( 2012 )

(4) C'est le rapport entre d'une part la somme des charges de fonctionnement + le remboursement de la dette et d'autre part les produits de fonctionnement. A plus de 100% la commune ne dispose plus de ressources pour ses investissements et doit s'endetter plus ( 2012 ).

(5) Dette : le montant des dettes dues à la fin de l'année ( 2012 ).

(6) Dépenses d'investissement : Décomptes Publics a calculé la moyenne des dépenses d'investissement sur les 3 dernières années. Un classement élevé indique que la commune fait partie des communes qui investissent le plus.

(\*) Classement

### CONCLUSION :

Sur la section fonctionnement le classement calculé moyen de VILLEJUIF est inférieur à 4 ce qui traduit des charges structurelles lourdes avec très peu de marges de manœuvre par rapport à la moyenne des communes comparables.

Sur les ratios d'investissement et de financement le classement calculé moyen de VILLEJUIF est inférieur à 4 ce qui traduit une dette lourde qui pèse sur les comptes de la commune

## 2. Comptes de la commune de VILLEJUIF

Les comptes de la commune sont présentés ci-dessous par section (fonctionnement, investissement, financement). Chaque section présente les comptes en valeur (milliers d'euros), puis en euro par habitant (en divisant la valeur par le nombre d'habitants), et enfin une comparaison avec la moyenne des communes appartenant à la même strate de population et fiscalité.

### 2.1. Section fonctionnement

La section fonctionnement retrace schématiquement l'ensemble des dépenses et recettes (produits) de la gestion courante des communes. Ce sont d'une part, les dépenses nécessaires au fonctionnement de la commune comme les salaires et charges de personnels des employés de la commune, les prestations de services extérieurs comme les charges d'entretien, les autres charges de gestion courante, les charges financières liées à la dette...

D'autre part, les recettes de fonctionnement (également appelées produits de fonctionnement) proviennent de la levée d'impôts mais également de transferts de l'état ou d'autres collectivités. Des réformes ont fait évoluer les ressources de certaines communes en 2003, 2004 et 2010 créant parfois des variations importantes d'une année sur l'autre.

Le résultat de la section de fonctionnement («Résultat comptable») doit être positif pour pouvoir financer tout ou partie des nouveaux investissements et les éventuels remboursements d'emprunts.

#### Fonctionnement en milliers d'€

Fonctionnement en milliers d'€	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Charges de personnel	35 724	37 339	37 770	37 007	39 705	41 263	41 780	41 734	41 544	43 256	8,9%
Achats et charges externes	20 359	20 815	20 885	17 329	18 748	18 276	17 408	16 785	16 655	17 816	-5,0%
Subventions versées	4 424	3 964	4 222	2 917	3 254	3 029	3 034	3 148	3 356	2 962	-9,0%
Charges financières	3 662	3 474	3 813	3 668	3 666	3 777	3 708	3 076	3 550	4 147	13,1%
Contingents	1 794	1 835	1 781	1 790	1 775	1 670	1 740	1 780	1 725	1 884	6,1%
Autres charges de fonctionnement	5 626	6 088	9 743	5 983	6 640	3 975	3 633	5 010	8 468	4 894	-26,3%
<b>Total Charges</b>	<b>71 589</b>	<b>73 515</b>	<b>78 214</b>	<b>68 694</b>	<b>73 788</b>	<b>71 990</b>	<b>71 303</b>	<b>71 533</b>	<b>75 297</b>	<b>74 959</b>	<b>1,6%</b>
Impôts Locaux	22 535	23 705	24 725	26 146	26 800	27 871	30 187	30 470	31 904	33 290	24,2%
Autres impôts et taxes	5 108	5 521	5 398	2 080	2 315	2 440	2 178	2 196	2 427	3 860	66,7%
Dotation globale de fonctionnement	13 394	14 607	14 794	14 815	15 144	15 224	15 775	15 715	15 992	16 135	6,5%
Autres produits de fonctionnement	32 569	30 218	34 737	28 856	29 761	28 613	27 622	28 553	31 719	26 732	-10,2%
<b>Total Produits</b>	<b>73 606</b>	<b>74 051</b>	<b>79 654</b>	<b>71 897</b>	<b>74 020</b>	<b>74 148</b>	<b>75 762</b>	<b>76 934</b>	<b>82 041</b>	<b>80 017</b>	<b>8,1%</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>2 017</b>	<b>535</b>	<b>1 440</b>	<b>3 203</b>	<b>232</b>	<b>2 157</b>	<b>4 459</b>	<b>5 401</b>	<b>6 744</b>	<b>5 058</b>	<b>2 080,2%</b>

#### Fonctionnement en € par habitant

Fonctionnement en € par habitant	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Charges de personnel	750	784	793	777	834	867	821	807	775	777	-6,8%
Achats et charges externes	428	437	439	364	394	384	342	324	311	320	-18,8%
Subventions versées	93	83	89	61	68	64	60	61	63	53	-22,1%
Charges financières	77	73	80	77	77	79	73	59	66	75	-2,6%
Contingents	38	39	37	38	37	35	34	34	32	34	-8,1%
Autres charges de fonctionnement	118	128	205	126	140	83	71	98	158	88	-37,1%
<b>Total Charges</b>	<b>1 504</b>	<b>1 544</b>	<b>1 643</b>	<b>1 443</b>	<b>1 550</b>	<b>1 512</b>	<b>1 401</b>	<b>1 383</b>	<b>1 405</b>	<b>1 347</b>	<b>-13,1%</b>
Impôts Locaux	473	498	519	549	563	585	593	589	595	598	6,2%
Autres impôts et taxes	107	116	113	44	49	51	43	42	45	69	40,8%
Dotation globale de fonctionnement	281	307	311	311	318	320	310	304	298	290	-8,8%
Autres produits de fonctionnement	685	634	730	606	625	601	543	552	593	481	-23,0%
<b>Total Produits</b>	<b>1 546</b>	<b>1 555</b>	<b>1 673</b>	<b>1 510</b>	<b>1 555</b>	<b>1 557</b>	<b>1 489</b>	<b>1 487</b>	<b>1 531</b>	<b>1 438</b>	<b>-7,5%</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>42</b>	<b>11</b>	<b>30</b>	<b>67</b>	<b>5</b>	<b>45</b>	<b>88</b>	<b>104</b>	<b>126</b>	<b>91</b>	<b>1 720,0%</b>

#### Fonctionnement en € par habitant : moyenne de la strate

Fonctionnement en € par habitant : moyenne de la strate	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Charges de personnel	563	579	601	620	648	664	701	711	731	744	14,8%
Achats et charges externes	239	241	250	258	261	267	258	257	261	267	2,3%
Subventions versées	109	110	112	107	112	115	149	143	149	148	32,1%
Charges financières	51	43	40	42	45	48	42	40	42	45	0,0%
Contingents	31	29	29	29	29	28	36	33	31	31	6,9%
Autres charges de fonctionnement	120	114	117	117	116	108	119	114	130	134	15,5%
<b>Total Charges</b>	<b>1 113</b>	<b>1 116</b>	<b>1 149</b>	<b>1 173</b>	<b>1 211</b>	<b>1 230</b>	<b>1 305</b>	<b>1 298</b>	<b>1 344</b>	<b>1 369</b>	<b>13,0%</b>
Impôts Locaux	393	405	422	437	451	467	487	499	511	526	16,6%
Autres impôts et taxes	81	83	85	86	89	85	105	115	117	124	39,3%
Dotation globale de fonctionnement	225	241	251	257	262	268	283	283	280	280	6,9%
Autres produits de fonctionnement	530	506	507	504	510	501	532	525	559	561	10,0%
<b>Total Produits</b>	<b>1 229</b>	<b>1 235</b>	<b>1 265</b>	<b>1 284</b>	<b>1 312</b>	<b>1 321</b>	<b>1 407</b>	<b>1 422</b>	<b>1 467</b>	<b>1 491</b>	<b>13,6%</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>116</b>	<b>120</b>	<b>116</b>	<b>111</b>	<b>101</b>	<b>91</b>	<b>102</b>	<b>124</b>	<b>124</b>	<b>122</b>	<b>20,8%</b>

## 2.2. Section Investissement

### 2.2.1. Section investissement

La section investissement présente les programmes d'investissement nouveaux et en cours, ainsi que leurs sources de financement. La première source de financement est le résultat comptable de la commune. Les emplois d'investissement retracent les dépenses ponctuelles de nature à modifier le patrimoine de la commune. On y retrouve les acquisitions immobilières, les travaux nouveaux (ex: construction d'une médiathèque) mais également le remboursement des capitaux empruntés. Les ressources d'investissement représentent les ressources ponctuelles de nature à modifier le patrimoine de la commune. On y retrouve les subventions d'investissement, la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat, les nouveaux emprunts souscrits.

#### Investissements en milliers d'€

Dépenses d'investissements en milliers d'€	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Dépenses d'équipement	28 337	13 475	14 551	14 689	11 197	9 141	14 721	15 226	16 187	10 809	-3,5%
Remboursement d'emprunts et dettes	6 118	6 071	7 756	7 023	6 152	6 318	6 109	6 883	6 537	6 341	3,1%
Autres emplois d'investissement	58 960	20 024	9 361	12 919	3 191	1 092	16 957	10 116	11 624	27 746	769,5%
<b>Total Emplois</b>	<b>93 415</b>	<b>39 570</b>	<b>31 668</b>	<b>34 631</b>	<b>20 540</b>	<b>16 551</b>	<b>37 787</b>	<b>32 225</b>	<b>34 348</b>	<b>44 896</b>	<b>118,6%</b>
Emprunts bancaires et dettes	23 336	8 560	13 735	5 575	7 900	6 340	14 070	7 725	6 750	4 000	-49,4%
FCTVA	326	2 779	4 928	1 872	1 609	0	5 353	2 025	1 558	1 944	20,8%
Subventions reçues	467	1 403	2 178	2 123	3 411	1 262	662	3 684	1 381	4 249	24,6%
Autres ressources d'investissement	70 454	28 397	17 786	18 185	13 663	3 876	21 924	18 817	24 103	37 673	175,7%
<b>Total Ressources</b>	<b>94 583</b>	<b>41 139</b>	<b>38 627</b>	<b>27 755</b>	<b>26 583</b>	<b>11 478</b>	<b>42 009</b>	<b>32 251</b>	<b>33 791</b>	<b>47 866</b>	<b>80,1%</b>
<b>Résultat Section investissement</b>	<b>1 168</b>	<b>1 569</b>	<b>6 959</b>	<b>-6 876</b>	<b>6 043</b>	<b>-5 073</b>	<b>4 222</b>	<b>26</b>	<b>-557</b>	<b>2 970</b>	<b>-50,9%</b>

#### Investissements en € par habitant

Dépenses d'investissements en € par habitant	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Dépenses d'équipement	595	283	306	309	235	192	289	294	302	194	-17,4%
Remboursement d'emprunts et dettes	129	127	163	147	129	133	120	133	122	114	-11,6%
Autres emplois d'investissement	1 238	421	196	271	67	23	334	196	217	499	644,8%
<b>Total Emplois</b>	<b>1 962</b>	<b>831</b>	<b>665</b>	<b>727</b>	<b>431</b>	<b>348</b>	<b>743</b>	<b>623</b>	<b>641</b>	<b>807</b>	<b>87,2%</b>
Emprunts bancaires et dettes	490	180	288	117	166	133	276	149	126	72	-56,6%
FCTVA	7	58	103	39	34	0	105	39	29	35	2,9%
Subventions reçues	10	29	46	45	72	27	13	71	26	76	5,6%
Autres ressources d'investissement	1 480	597	374	382	286	81	432	364	450	677	136,7%
<b>Total Ressources</b>	<b>1 987</b>	<b>864</b>	<b>811</b>	<b>583</b>	<b>558</b>	<b>241</b>	<b>826</b>	<b>623</b>	<b>631</b>	<b>860</b>	<b>54,1%</b>
<b>Résultat Section investissement</b>	<b>25</b>	<b>33</b>	<b>146</b>	<b>-144</b>	<b>127</b>	<b>-107</b>	<b>83</b>	<b>0</b>	<b>-10</b>	<b>53</b>	<b>-58,3%</b>

#### Investissement en € par habitant : moyenne de la strate

Dépenses d'investissements en € par habitant, moyenne de la strate	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Dépenses d'équipement	221	246	278	308	343	312	349	323	375	367	7,0%
Remboursement d'emprunts et dettes	153	127	128	116	113	100	106	115	107	112	-0,9%
Autres emplois d'investissement	171	139	155	85	79	75	99	103	102	107	35,4%
<b>Total Emplois</b>	<b>545</b>	<b>512</b>	<b>561</b>	<b>509</b>	<b>535</b>	<b>487</b>	<b>554</b>	<b>541</b>	<b>584</b>	<b>586</b>	<b>9,5%</b>
Emprunts bancaires et dettes	133	112	128	122	139	120	109	126	130	151	8,6%
FCTVA	30	28	29	31	34	40	76	44	37	42	23,5%
Subventions reçues	47	55	60	68	79	73	71	70	74	77	-2,5%
Autres ressources d'investissement	329	321	345	284	287	265	292	290	335	351	22,3%
<b>Total Ressources</b>	<b>539</b>	<b>516</b>	<b>562</b>	<b>505</b>	<b>539</b>	<b>498</b>	<b>548</b>	<b>530</b>	<b>576</b>	<b>621</b>	<b>15,2%</b>
<b>Résultat Section investissement</b>	<b>-6</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>-4</b>	<b>4</b>	<b>11</b>	<b>-6</b>	<b>-11</b>	<b>-8</b>	<b>35</b>	<b>775,0%</b>

## 2.2.2. Section Financement

Le tableau de financement permet de comprendre comment la capacité d'autofinancement de la commune est utilisée.

Financement en milliers d'€	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Capacité d'autofinancement (CAF)	5 594	4 248	5 156	6 346	3 462	3 829	6 232	7 114	8 819	7 583	119,0%
- Remboursement d'emprunts	-6 118	-6 071	-7 756	-7 023	-6 152	-6 318	-6 109	-6 883	-6 537	-6 341	-3,1%
<b>CAF nette des remboursements d'Emprunt</b>	<b>-524</b>	<b>-1 823</b>	<b>-2 600</b>	<b>-677</b>	<b>-2 690</b>	<b>-2 489</b>	<b>123</b>	<b>231</b>	<b>2 282</b>	<b>1 242</b>	<b>146,2%</b>
- Nouveaux investissements	-28 337	-13 475	-14 551	-14 689	-11 197	-9 141	-14 721	-15 226	-16 187	-10 809	3,5%
- Autres emplois section investissement	-58 960	-20 024	-9 361	-12 919	-3 191	-1 092	-16 957	-10 116	-11 624	-27 746	-769,5%
+ Subventions reçues	467	1 403	2 178	2 123	3 411	1 262	662	3 684	1 381	4 249	24,6%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	64 247	31 171	21 689	20 057	15 272	3 876	27 277	20 842	25 661	39 617	159,4%
<b>Excédent ou Besoin (-) de Financement</b>	<b>-23 107</b>	<b>-2 748</b>	<b>-2 645</b>	<b>-6 105</b>	<b>1 605</b>	<b>-7 584</b>	<b>-3 616</b>	<b>-585</b>	<b>1 513</b>	<b>6 553</b>	<b>308,3%</b>
Emprunts bancaires et dettes	23 336	8 560	13 735	5 575	7 900	6 340	14 070	7 725	6 750	4 000	-49,4%
Annuité de la dette	9 650	9 175	11 533	10 593	9 746	10 037	9 795	9 942	10 039	10 425	7,0%
Encours total de la dette au 31/12	95 946	98 498	103 142	101 634	103 382	103 403	111 365	112 207	111 253	108 912	5,3%

Financement en € par habitant	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Capacité d'autofinancement (CAF)	117	89	108	133	73	80	122	138	165	136	86,3%
- Remboursement d'emprunts	-129	-127	-163	-147	-129	-133	-120	-133	-122	-114	11,6%
<b>CAF nette des remboursements d'Emprunt</b>	<b>-12</b>	<b>-38</b>	<b>-55</b>	<b>-14</b>	<b>-56</b>	<b>-53</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>43</b>	<b>22</b>	<b>139,3%</b>
- Nouveaux investissements	-595	-283	-306	-309	-235	-192	-289	-294	-302	-194	17,4%
- Autres emplois section investissement	-1 238	-421	-196	-271	-67	-23	-334	-196	-217	-499	-644,8%
+ Subventions reçues	10	29	46	45	72	27	13	71	26	76	5,6%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	1 350	655	455	421	320	81	537	403	479	712	122,5%
<b>Excédent ou Besoin (-) de Financement</b>	<b>-485</b>	<b>-58</b>	<b>-56</b>	<b>-128</b>	<b>34</b>	<b>-160</b>	<b>-71</b>	<b>-11</b>	<b>29</b>	<b>117</b>	<b>244,1%</b>
Emprunts bancaires et dettes	490	180	288	117	166	133	276	149	126	72	-56,6%
Annuité de la dette	203	193	242	222	205	211	192	192	187	187	-8,8%
Encours total de la dette au 31/12	2 015	2 069	2 166	2 135	2 171	2 172	2 188	2 169	2 076	1 957	-9,9%

Financement moyenne de la strate (en € par habitant)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Capacité d'autofinancement (CAF)	151	160	152	148	141	133	146	169	176	172	22,0%
- Remboursement d'emprunts	-153	-127	-128	-116	-113	-100	-106	-115	-107	-112	0,9%
<b>CAF nette des remboursements d'Emprunt</b>	<b>-2</b>	<b>33</b>	<b>24</b>	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>33</b>	<b>40</b>	<b>54</b>	<b>69</b>	<b>60</b>	<b>114,3%</b>
- Nouveaux investissements	-221	-246	-278	-308	-343	-312	-349	-323	-375	-367	-7,0%
- Autres emplois section investissement	-171	-139	-155	-85	-79	-75	-99	-103	-102	-107	-35,4%
+ Subventions reçues	47	55	60	68	79	73	71	70	74	77	-2,5%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	359	349	374	315	321	305	368	334	372	393	22,4%
<b>Excédent ou Besoin (-) de Financement</b>	<b>12</b>	<b>52</b>	<b>25</b>	<b>22</b>	<b>6</b>	<b>24</b>	<b>31</b>	<b>32</b>	<b>38</b>	<b>56</b>	<b>833,3%</b>
Emprunts bancaires et dettes	133	112	128	122	139	120	109	126	130	151	8,6%
Annuité de la dette	199	167	164	156	155	145	146	153	145	153	-1,3%
Encours total de la dette au 31/12	1 047	1 037	1 031	1 033	1 060	1 072	1 183	1 209	1 213	1 233	16,3%



## 3. Taux d'imposition

### 3.1. Taux d'impôts locaux

Les impôts locaux collectés ont plusieurs bénéficiaires : une part communale, éventuellement une part inter communale, une part départementale et enfin une part régionale. Seule la part communale est directement reversée à la commune. Nous avons choisi de présenter à la fois la part communale et la somme de l'impôt communal et de la part inter communale afin de traduire ce qui se passe à l'échelle de la commune. La comparaison avec la moyenne de la strate permet de constater les évolutions des impôts de la commune par rapport à la moyenne de la strate. Le taux lui-même n'est pas mathématiquement comparable car l'assiette peut varier d'une commune à l'autre, mais son évolution dans le temps l'est.

Taux d'impôts locaux (part communale)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Taxe d'habitation	17,66%	17,92%	18,31%	18,63%	18,63%	18,63%	19,10%	19,48%	19,48%	19,48%	4,6%
Taxe Foncière Non Bati	112,90%	114,57%	117,07%	119,12%	119,12%	119,12%	122,10%	124,54%	124,54%	124,54%	4,6%
Taxe Foncière Bati	22,51%	22,85%	23,35%	23,76%	23,76%	23,76%	24,35%	24,84%	24,84%	24,84%	4,5%
Taxe Professionnelle	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	N/A

Taux d'impôts locaux moyenne strate (part communale)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Taxe d'habitation	18,23%	18,39%	18,30%	18,33%	18,28%	18,28%	19,20%	19,63%	17,91%	17,97%	-1,7%
Taxe Foncière Non Bati	61,24%	62,69%	61,53%	62,02%	62,05%	62,02%	53,63%	54,51%	49,73%	49,80%	-19,7%
Taxe Foncière Bati	24,37%	24,38%	24,38%	24,41%	24,34%	24,40%	24,96%	25,35%	22,11%	22,20%	-8,8%
Taxe Professionnelle	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	N/A

Une partie des compétences locales étant assumées au niveau intercommunal il est intéressant de faire une comparaison intégrant la fiscalité inter communale.

Taux d'impôts locaux (communale + intercommunale)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Taxe d'habitation	17,66%	17,92%	18,31%	18,63%	18,63%	18,63%	19,10%	19,48%	27,39%	27,39%	47,0%
Taxe Foncière Non Bati	112,90%	114,57%	117,07%	119,12%	119,12%	119,12%	122,10%	124,54%	127,49%	127,49%	7,0%
Taxe Foncière Bati	22,51%	22,85%	23,35%	23,76%	23,76%	23,76%	24,35%	24,84%	24,84%	24,84%	4,5%
Taxe Professionnelle	27,12%	26,65%	26,67%	26,65%	26,07%	25,33%	24,81%	32,69%	0,00%	0,00%	-100,0%

Taux d'impôts locaux moyenne strate (communale + intercommunale)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Taxe d'habitation	18,31%	18,46%	18,40%	18,43%	18,37%	18,40%	19,34%	19,82%	27,33%	27,99%	52,3%
Taxe Foncière Non Bati	61,43%	62,87%	61,74%	62,24%	62,26%	62,33%	54,25%	55,08%	56,26%	56,89%	-8,6%
Taxe Foncière Bati	24,46%	24,46%	24,49%	24,52%	24,45%	24,55%	25,18%	25,64%	24,55%	25,37%	3,8%
Taxe Professionnelle	19,27%	19,31%	19,12%	19,17%	19,06%	18,94%	18,95%	28,18%	0,00%	0,00%	-100,0%

### 3.2. Analyse des rentrées fiscales et du potentiel fiscal

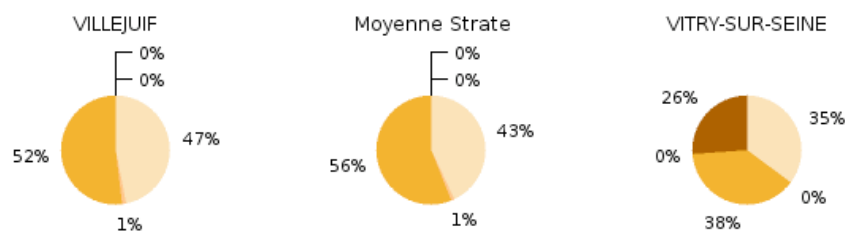
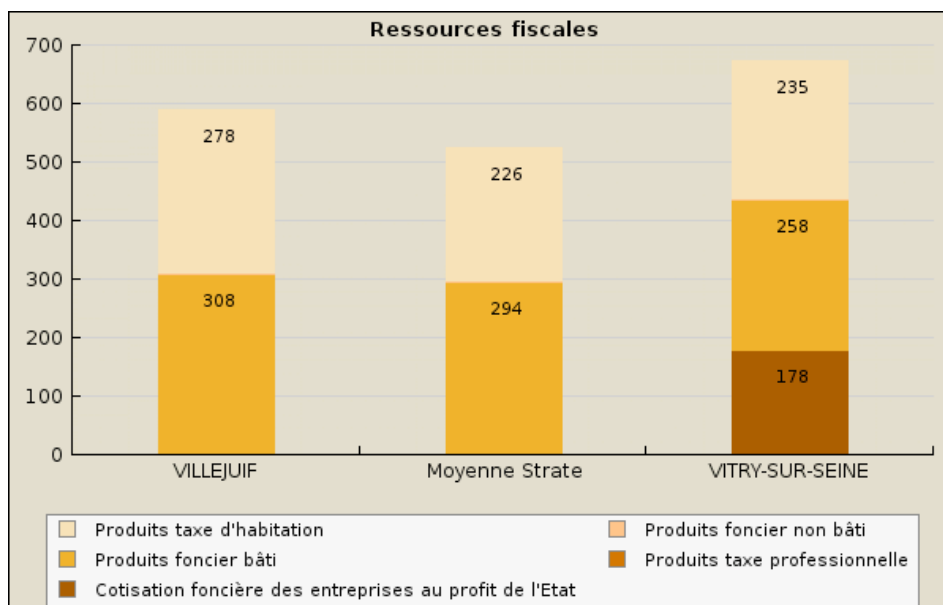
#### 3.2.1. Produits des impôts Locaux

Produits des impôts locaux en milliers d'€	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Produits taxe d'habitation	10 648	11 221	11 747	12 345	12 802	13 256	14 339	14 800	15 056	15 464	20,8%
Produits foncier non bâti	155	145	162	181	169	160	152	149	154	151	-10,7%
Produits foncier bâti	11 607	12 137	12 741	13 342	13 665	14 299	15 506	15 377	16 544	17 134	25,4%
Produits taxe professionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/A
Cotisation foncière des entreprises au profit de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/A
<b>Total Produits des impôts locaux</b>	<b>22 410</b>	<b>23 503</b>	<b>24 650</b>	<b>25 868</b>	<b>26 636</b>	<b>27 715</b>	<b>29 997</b>	<b>30 326</b>	<b>31 754</b>	<b>32 749</b>	<b>23,0%</b>

Produits des impôts locaux en € par habitant	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Produits taxe d'habitation	224	236	247	259	269	278	282	286	281	278	3,3%
Produits foncier non bâti	3	3	3	4	4	3	3	3	3	3	-25,0%
Produits foncier bâti	244	255	268	280	287	300	305	297	309	308	7,3%
Produits taxe professionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/A
Cotisation foncière des entreprises au profit de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/A
<b>Total Produits des impôts locaux</b>	<b>471</b>	<b>494</b>	<b>518</b>	<b>543</b>	<b>560</b>	<b>581</b>	<b>590</b>	<b>586</b>	<b>593</b>	<b>589</b>	<b>5,2%</b>

Produits des impôts locaux en € par habitant, moyenne de la strate	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Produits taxe d'habitation	170	178	184	191	197	204	208	216	218	226	14,7%
Produits foncier non bâti	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	0,0%
Produits foncier bâti	214	222	232	240	248	257	274	278	285	294	18,5%
Produits taxe professionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/A
Cotisation foncière des entreprises au profit de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/A
<b>Total Produits des impôts locaux</b>	<b>387</b>	<b>403</b>	<b>419</b>	<b>434</b>	<b>448</b>	<b>464</b>	<b>485</b>	<b>497</b>	<b>506</b>	<b>523</b>	<b>16,7%</b>





### 3.2.2 Potentiel Fiscal

Le potentiel fiscal est un indicateur de la richesse fiscale de la commune. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité, si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes, le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. C'est donc un indicateur de la "richesse fiscale" d'une commune, de son potentiel à lever des impôts. Son analyse permet d'identifier des sur ou sous impositions en comparaison aux moyennes des communes de la strate. La DGFIP ne produisant plus le calcul du potentiel fiscal depuis 2012, nous avons reporté le chiffre de 2010 en 2011 et 2012. Cela s'applique également pour l'effort fiscal.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Potentiel fiscal en milliers d'euros	29 851	31 043	31 983	32 929	34 244	35 552	39 005	39 333	39 333	39 333	14,9%
Potentiel fiscal en par habitant	623	648	667	687	714	694	750	730	730	730	2,2%
Potentiel fiscal Moyenne Strate	633	653	687	710	738	752	836	816	816	816	10,6%

Décomptes Publics calcule l'effort fiscal: c'est le rapport entre le produit des 4 taxes locales et le potentiel fiscal. Ce ratio permet d'évaluer la pression fiscale sur la commune. Pour cela nous estimons les produits fiscaux intercommunaux (Cf paragraphe 4.1 Méthodologie)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Effort Fiscal	75,07%	75,72%	77,07%	78,56%	77,78%	77,96%	76,91%	77,10%	77,10%	77,10%	-0,9%
Effort Fiscal (moyenne de la strate)	61,14%	61,72%	60,99%	61,13%	60,70%	61,70%	58,01%	60,91%	60,91%	60,91%	0,3%

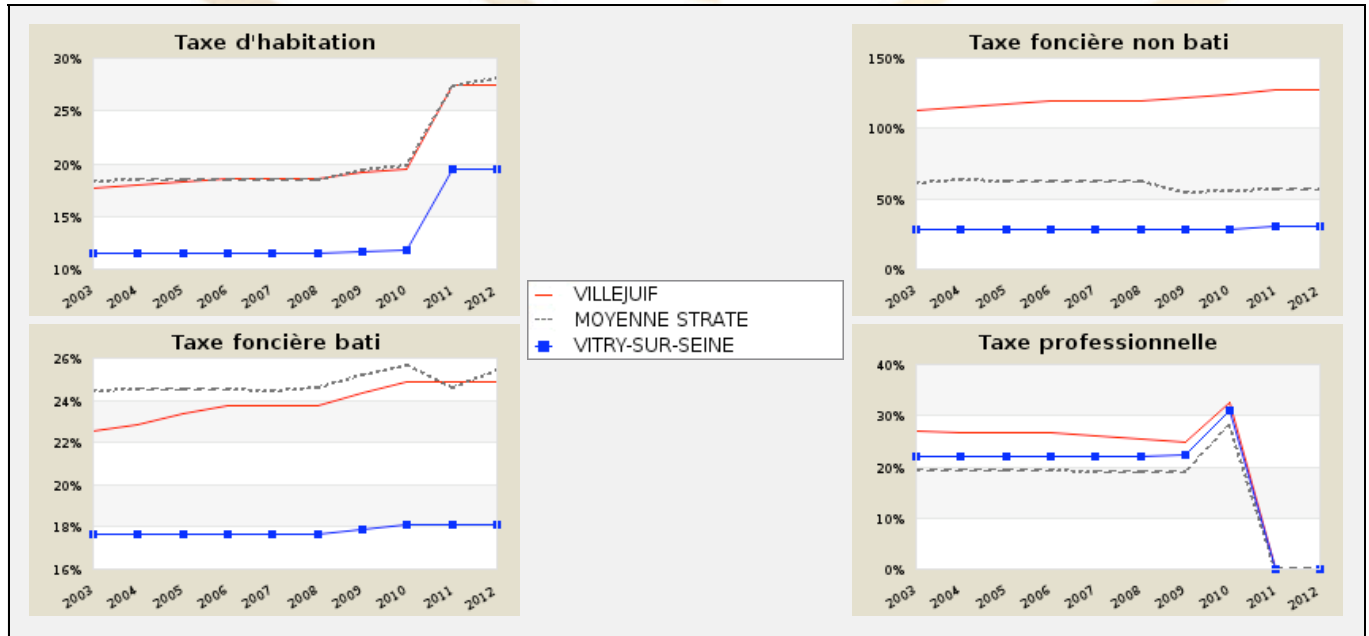
### 3.3. Conclusion Impôts

La commune de VILLEJUIF dispose d'un potentiel fiscal proche de la moyenne de la strate (-11% par rapport à la moyenne de la strate).

L'effort fiscal de VILLEJUIF est supérieur à la moyenne de la strate ce qui atteste d'un niveau d'imposition de la commune plus important que la moyenne de la strate.

### 3.4. FISCALITE LOCALE

Les taux présentés ci-dessous correspondent à la part communale des impôts locaux y compris inter communale (la partie des impôts qui est reversée dans les caisses ou les services partagés de la commune) en comparaison avec la moyenne des communes de la même strate .



## 4.1. Comptes de la commune de VITRY-SUR-SEINE

La commune de VITRY-SUR-SEINE appartient à la strate : 50 000 à 100 000 habitants n'appartenant à aucun groupement fiscalisé

### 4.1.1. Section Fonctionnement

#### Fonctionnement en milliers d'€

Fonctionnement en milliers d'€	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Charges de personnel	55 783	58 497	61 463	64 286	64 283	65 889	68 423	71 139	73 162	77 110	20,0%
Achats et charges externes	29 830	31 834	34 505	32 134	31 287	34 903	33 908	36 208	36 549	37 172	18,8%
Subventions versées	9 552	8 307	9 350	10 295	9 272	11 127	9 918	9 969	12 266	10 756	16,0%
Charges financières	4 149	3 165	3 123	3 300	3 720	4 052	3 030	2 825	3 039	2 952	-20,6%
Contingents	2 891	2 916	2 827	2 955	3 050	3 306	3 454	3 605	3 744	3 657	19,9%
Autres charges de fonctionnement	12 259	11 086	9 164	9 604	14 646	13 145	14 370	20 592	15 539	18 791	28,3%
<b>Total Charges</b>	<b>114 464</b>	<b>115 805</b>	<b>120 432</b>	<b>122 574</b>	<b>126 258</b>	<b>132 422</b>	<b>133 103</b>	<b>144 338</b>	<b>144 299</b>	<b>150 438</b>	<b>19,2%</b>
Impôts Locaux	65 669	68 451	71 018	72 434	73 774	76 737	81 139	82 892	78 591	78 945	7,0%
Autres impôts et taxes	5 286	5 749	6 100	6 558	6 888	7 242	6 762	7 592	8 299	10 122	47,0%
Dotation globale de fonctionnement	16 663	32 222	32 978	33 952	34 728	35 544	36 320	36 378	35 508	35 170	1,3%
Autres produits de fonctionnement	43 648	24 230	28 972	29 651	30 775	30 200	28 834	34 549	36 615	36 253	17,8%
<b>Total Produits</b>	<b>131 266</b>	<b>130 652</b>	<b>139 068</b>	<b>142 595</b>	<b>146 165</b>	<b>149 723</b>	<b>153 055</b>	<b>161 411</b>	<b>159 013</b>	<b>160 490</b>	<b>9,8%</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>16 802</b>	<b>14 847</b>	<b>18 636</b>	<b>20 022</b>	<b>19 907</b>	<b>17 301</b>	<b>19 952</b>	<b>17 074</b>	<b>14 714</b>	<b>10 051</b>	<b>-49,5%</b>

#### Fonctionnement en € par habitant

Fonctionnement en € par habitant	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Charges de personnel	703	737	775	810	810	831	819	843	863	895	10,5%
Achats et charges externes	376	401	435	405	394	440	406	429	431	431	9,4%
Subventions versées	120	105	118	130	117	140	119	118	145	125	6,8%
Charges financières	52	40	39	42	47	51	36	33	36	34	-27,7%
Contingents	36	37	36	37	38	42	41	43	44	42	10,5%
Autres charges de fonctionnement	156	140	115	121	186	165	172	245	182	219	17,7%
<b>Total Charges</b>	<b>1 443</b>	<b>1 460</b>	<b>1 518</b>	<b>1 545</b>	<b>1 592</b>	<b>1 669</b>	<b>1 593</b>	<b>1 711</b>	<b>1 701</b>	<b>1 746</b>	<b>9,7%</b>
Impôts Locaux	828	863	895	913	930	967	971	983	927	916	-1,5%
Autres impôts et taxes	67	72	77	83	87	91	81	90	98	117	34,5%
Dotation globale de fonctionnement	210	406	416	428	438	448	435	431	419	408	-6,8%
Autres produits de fonctionnement	550	306	365	374	388	382	345	409	431	422	8,8%
<b>Total Produits</b>	<b>1 655</b>	<b>1 647</b>	<b>1 753</b>	<b>1 798</b>	<b>1 843</b>	<b>1 888</b>	<b>1 832</b>	<b>1 913</b>	<b>1 875</b>	<b>1 863</b>	<b>1,1%</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>212</b>	<b>187</b>	<b>235</b>	<b>252</b>	<b>251</b>	<b>218</b>	<b>239</b>	<b>202</b>	<b>173</b>	<b>117</b>	<b>-53,4%</b>

### 4.1.2. Section Investissement

#### Investissements en milliers d'€

Dépenses d'investissements en milliers d'€	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Dépenses d'équipement	22 993	22 106	26 992	27 208	30 289	30 936	41 103	35 823	48 819	39 283	29,7%
Remboursement d'emprunts et dettes	9 976	10 925	10 739	11 453	11 845	12 349	11 489	14 588	12 947	9 730	-19,9%
Autres emplois d'investissement	3 303	2 756	5 605	78	5 681	1 803	4 407	7 477	6 023	1 056	-81,4%
<b>Total Emplois</b>	<b>36 272</b>	<b>35 787</b>	<b>43 336</b>	<b>38 739</b>	<b>47 815</b>	<b>45 088</b>	<b>56 999</b>	<b>57 888</b>	<b>67 789</b>	<b>50 069</b>	<b>4,7%</b>
Emprunts bancaires et dettes	10 000	7 900	9 000	9 001	10 000	15 000	11 750	22 300	26 361	17 744	77,4%
FCTVA	3 065	2 451	3 125	2 867	3 689	3 541	7 170	4 305	5 103	6 343	71,9%
Subventions reçues	1 949	1 977	1 773	2 704	3 014	2 718	1 639	2 260	7 420	5 582	85,2%
Autres ressources d'investissement	18 444	27 098	19 702	25 995	28 036	24 856	30 877	35 495	35 016	30 910	10,3%
<b>Total Ressources</b>	<b>33 458</b>	<b>39 426</b>	<b>33 600</b>	<b>40 567</b>	<b>44 739</b>	<b>46 115</b>	<b>51 436</b>	<b>64 360</b>	<b>73 901</b>	<b>60 579</b>	<b>35,4%</b>
<b>Résultat Section investissement</b>	<b>-2 814</b>	<b>3 639</b>	<b>-9 736</b>	<b>1 828</b>	<b>-3 076</b>	<b>1 027</b>	<b>-5 563</b>	<b>6 472</b>	<b>6 111</b>	<b>10 510</b>	<b>441,7%</b>

#### Investissements en € par habitant

Dépenses d'investissements en € par habitant	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Dépenses d'équipement	290	279	340	343	382	390	492	425	576	456	19,4%
Remboursement d'emprunts et dettes	126	138	135	144	149	156	137	173	153	113	-24,2%
Autres emplois d'investissement	41	34	71	1	72	22	53	88	70	12	-83,3%
<b>Total Emplois</b>	<b>457</b>	<b>451</b>	<b>546</b>	<b>488</b>	<b>603</b>	<b>568</b>	<b>682</b>	<b>686</b>	<b>799</b>	<b>581</b>	<b>-3,6%</b>
Emprunts bancaires et dettes	126	100	113	113	126	189	141	264	311	206	63,5%
FCTVA	39	31	39	36	47	45	86	51	60	74	57,4%
Subventions reçues	25	25	22	34	38	34	20	27	87	65	71,1%
Autres ressources d'investissement	232	341	250	328	353	313	369	421	413	358	1,4%
<b>Total Ressources</b>	<b>422</b>	<b>497</b>	<b>424</b>	<b>511</b>	<b>564</b>	<b>581</b>	<b>616</b>	<b>763</b>	<b>871</b>	<b>703</b>	<b>24,6%</b>
<b>Résultat Section investissement</b>	<b>-35</b>	<b>46</b>	<b>-122</b>	<b>23</b>	<b>-39</b>	<b>13</b>	<b>-66</b>	<b>77</b>	<b>72</b>	<b>122</b>	<b>412,8%</b>

### 4.1.3. Section Financement

Financement en milliers d'€	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Capacité d'autofinancement (CAF)	19 100	20 590	20 358	22 690	22 914	20 249	24 833	21 905	19 542	15 917	-30,5%
- Remboursement d'emprunts	-9 976	-10 925	-10 739	-11 453	-11 845	-12 349	-11 489	-14 588	-12 947	-9 730	17,9%
<b>CAF nette des remboursements d'Emprunt</b>	<b>9 124</b>	<b>9 665</b>	<b>9 619</b>	<b>11 237</b>	<b>11 069</b>	<b>7 900</b>	<b>13 344</b>	<b>7 317</b>	<b>6 595</b>	<b>6 187</b>	<b>-44,1%</b>
- Nouveaux investissements	-22 993	-22 106	-26 992	-27 208	-30 289	-30 936	-41 103	-35 823	-48 819	-39 283	-29,7%
- Autres emplois section investissement	-3 303	-2 756	-5 605	-78	-5 681	-1 803	-4 407	-7 477	-6 023	-1 056	81,4%
+ Subventions reçues	1 949	1 977	1 773	2 704	3 014	2 718	1 639	2 260	7 420	5 582	85,2%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	21 509	29 549	22 827	28 862	31 725	28 397	38 047	39 800	40 119	37 253	17,4%
<b>Excédent ou Besoin (-) de Financement</b>	<b>6 286</b>	<b>16 329</b>	<b>1 622</b>	<b>15 517</b>	<b>9 838</b>	<b>6 276</b>	<b>7 520</b>	<b>6 077</b>	<b>-708</b>	<b>8 683</b>	<b>-11,7%</b>
Emprunts bancaires et dettes	10 000	7 900	9 000	9 001	10 000	15 000	11 750	22 300	26 361	17 744	77,4%
Annuité de la dette	14 086	14 080	13 802	14 654	15 445	16 007	14 410	17 315	15 875	12 567	-18,6%
Encours total de la dette au 31/12	96 583	93 557	91 819	89 370	87 530	90 182	90 438	98 186	111 609	119 642	36,7%

Financement en € par habitant	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Varia° 2007/2012
Capacité d'autofinancement (CAF)	241	260	257	286	289	255	297	260	230	185	-36,0%
- Remboursement d'emprunts	-126	-138	-135	-144	-149	-156	-137	-173	-153	-113	24,2%
<b>CAF nette des remboursements d'Emprunt</b>	<b>115</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>142</b>	<b>140</b>	<b>99</b>	<b>160</b>	<b>87</b>	<b>77</b>	<b>72</b>	<b>-48,6%</b>
- Nouveaux investissements	-290	-279	-340	-343	-382	-390	-492	-425	-576	-456	-19,4%
- Autres emplois section investissement	-41	-34	-71	-1	-72	-22	-53	-88	-70	-12	83,3%
+ Subventions reçues	25	25	22	34	38	34	20	27	87	65	71,1%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	271	372	289	364	400	358	455	472	473	432	8,0%
<b>Excédent ou Besoin (-) de Financement</b>	<b>80</b>	<b>206</b>	<b>22</b>	<b>196</b>	<b>124</b>	<b>79</b>	<b>90</b>	<b>73</b>	<b>-9</b>	<b>101</b>	<b>-18,5%</b>
Emprunts bancaires et dettes	126	100	113	113	126	189	141	264	311	206	63,5%
Annuité de la dette	178	178	174	185	195	202	172	205	187	146	-25,1%
Encours total de la dette au 31/12	1 218	1 179	1 158	1 127	1 103	1 137	1 082	1 164	1 316	1 389	25,9%

## 5. Méthodologie et définitions

Décomptes Publics s'appuie sur des sources officielles et des technologies reconnues pour vous présenter des rapports sur les comptes des collectivités locales. La société met en oeuvre tous les moyens conformes à l'état de l'art pour fournir des contenus les plus précis et objectifs possibles à partir des informations qu'elle collecte auprès de sources publiques. Elle ne saurait toutefois être tenue pour responsable au titre de ces contenus ou encore à raison de l'utilisation qui en est faite par les utilisateurs du service.

### 5.1. Methodologie

#### Sources :

1. Les comptes des communes présentent les budgets exécutés des communes dont les données comptables ont été centralisées par la direction générale des Finances publiques (DGFIP). L'ensemble des opérations comptables passées dans l'année par le comptable, sur initiative des communes, sont consignées dans le compte de gestion.
2. Les taux d'imposition proviennent du Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État.
3. Les regroupements de communes ont été effectués par Décomptes Publics à partir :
  - a. de données de l'INSEE : Les chiffres clés par communes sur la composition des ménages, l'emploi, la formation, le logement... mais aussi l'implantation des entreprises sur les communes
  - b. de données statistiques d'imposition par communes du site [impot.gouv.fr](http://impot.gouv.fr)

#### Strates :

Les communes françaises ont été réparties par la DGFIP au sein de 30 « groupes de référence » dénommés « strates », en groupant des communes de taille et de typologie fiscale équivalentes. Ainsi, ces groupes de communes tiennent compte :

- de la taille démographique de la commune ;
- de son appartenance ou non à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine, syndicat d'agglomération nouvelle) ;
- du régime fiscal de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de rattachement (taxes additionnelles aux quatre impôts locaux ou taxe professionnelle unique).

Les fiches financières fournissent des valeurs moyennes pour chaque groupe de référence. Les valeurs moyennes des groupes de référence ainsi présentées doivent toujours être relativisées par le lecteur. En effet, elles recouvrent des situations et des modes de gestion très divers. Toutefois, la connaissance d'une valeur moyenne de référence doit permettre de s'interroger sur les raisons de l'existence d'un écart significatif.

#### Calculs en Euros par habitant

Les différents postes des comptes des communes sont en milliers d'euros. Afin de pouvoir comparer les communes entre elles, ils sont rapportés au nombre d'habitants tels qu'ils sont présentés par la DGFIP dans les comptes des communes. La population qui y figure est souvent restée fixe entre les années 2000 et 2008, à partir de 2009, la population varie normalement chaque année.

#### Groupes de communes

Les communes se regroupent de plus en plus au sein d'Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI, définition dans les pages suivantes) pour assurer certaines missions.

Les comptes de ces EPCI ne sont pas encore disponibles, Décomptes Publics vous présente les comptes des communes. Une partie plus ou moins importante des missions des communes n'apparaît donc pas directement dans les comptes qui sont présentés, mais les données de chaque commune reste pertinentes, tant en comparaison avec d'autres communes qu'en évolution dans le temps.

#### Evaluation financière (partie 1 du rapport) :

Décomptes Publics a choisi un certain nombre d'indicateurs clefs afin de classer les communes appartenant à une même strate et ainsi avoir une vision comparative avancée des comptes des communes. Le résultat du classement permet de positionner la commune étudiée par rapport aux communes de la même strate. Les communes sont ainsi classées de 1 à 10. Une commune obtenant 10 figure parmi les 10 % des communes ayant les meilleurs résultats, à l'inverse une commune obtenant 1 fait partie des 10 % des communes obtenant le moins bon résultat. Décomptes Publics a sélectionné les indicateurs suivants :

1. Moyenne du résultat comptable sur les 3 dernières années: cet indicateur permet d'évaluer l'excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement qui servent à financer les investissements et les remboursements d'emprunts.
2. Pression fiscale : c'est le rapport entre les recettes fiscales et le potentiel fiscal (voir définition) calculé sur la dernière année disponible.
3. Rigidité structurelle : c'est le rapport entre les charges structurelles (charges de personnel + contingents + charges d'intérêts) et les produits de fonctionnement calculé sur la dernière année disponible. Si ce ratio est élevé, alors la commune ne dispose que de peu de ressources disponibles pour mettre en place de nouvelles politiques.
4. C'est le rapport entre d'une part la somme des charges de fonctionnement + le remboursement de la dette et d'autre part les produits de fonctionnement calculé sur la dernière année disponible. A plus de 100% la commune ne dispose plus de ressources pour ses investissements et doit s'endetter plus (calculé sur la dernière année disponible).
5. Dette: le montant des dettes dues à la fin de l'année (calculé sur la dernière année disponible).
6. Dépenses d'investissement : moyenne sur les 3 dernières années des dépenses d'investissement. Un classement élevé atteste que la commune fait partie des communes qui investissent le plus.

Ces indicateurs sont soit des indicateurs de fonctionnement (1 à 3), soit des indicateurs de la section investissement ou financement (4 à 6). Les moyennes calculées sur les deux groupes d'indicateurs permettent de mettre en évidence les contraintes ou les opportunités en comparaison avec les communes de la même strate.

#### Conclusions impôts (paragraphe 3.2)

Décomptes Publics a choisi d'analyser le potentiel fiscal et l'effort fiscal de la commune. Le potentiel fiscal permet d'évaluer la « richesse fiscale » de la commune. Ainsi une commune ayant un potentiel fiscal élevé par rapport à la moyenne de la strate dispose de plus de ressources potentielles pour mettre en place des politiques pour ses administrés. Elle choisit d'utiliser ce potentiel fiscal en levant des impôts à des niveaux plus ou moins élevés. L'effort fiscal traduit la pression fiscale exercée par la commune sur ses administrés. Si la pression fiscale est comparativement élevée, alors la commune ne dispose que de peu de marge de manuvre pour mettre en place de nouvelles politiques.

### 5.2. Définitions

Voici les principales définitions des termes utilisés dans ce rapport, nous ajoutons continuellement des définitions sur notre site [www.decomptes-publics.fr](http://www.decomptes-publics.fr).

**Annuité de la dette** : L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts et du montant du remboursement du capital. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

**Besoin en Fonds de roulement (BFR) :** C'est la différence entre :  
la somme des créances (ressources de fonctionnement à recevoir) et stocks.

**ET**

les dettes à court terme (factures fournisseurs dues, charges sociales dues)

**Bilan :** Il présente la situation patrimoniale de la collectivité.

D'un côté les actifs, ce qui appartient à la commune, à la fois les immobilisations (bâtiments), les actifs court termes (créances, stocks) mais également la trésorerie.

De l'autre les passifs, l'ensemble des dettes, les emprunts mais également les dettes court termes (fournisseurs, charges sociales)

**Capacité d'Autofinancement (C.A.F.) :** Elle représente l'excédent des produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) sur les charges réelles de fonctionnement. La CAF permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement)

**Compensations :** Allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

**Cotisation Economique Territoriale (CET) :** Elle remplace à compter de 2010 la Taxe Professionnelle. La CET est composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Les collectivités commenceront à percevoir à partir de 2011 une partie de cette CET, en 2010 elles ont perçu de l'Etat une compensation relais. Une explication détaillée de la bascule de la TP vers la CET en 2010 est 2011 se trouve dans la Foire aux Questions sur les comptes des communes sur le site de Bercy.

**Effort Fiscal :** C'est le rapport entre le produit des 4 taxes locales et le potentiel fiscal. Ce ratio permet d'évaluer la pression fiscale sur la commune.

**EPCI :** Etablissements publics de coopération intercommunale : Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à fiscalité propre, celles à taxe professionnelle unique (TPU), et celles à fiscalité additionnelle (FA).
- la forme associative dite sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres : dont les syndicats à vocation unique et les syndicats à vocation multiple regroupés sous la dénomination syndicats de communes.

**FCTVA :** Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.

**Fonds de Roulement :** C'est la différence entre les ressources stables (disponibles à plus d'un an) comme les emprunts, les subventions d'investissement ET les emplois stables (patrimoine de la commune comme les bâtiments).

**Section Fonctionnement (du budget des communes) :** La section fonctionnement retrace les opérations courantes, celles qui reviennent chaque année.

- Pour les dépenses, il s'agit entre autres des salaires et charges de personnels des employés de la commune, des prestations de services extérieurs comme les charges d'entretien, des autres charges de gestion courante, des charges financières liées à la dette...

- Pour les recettes, il s'agit du produit des impôts locaux mais également des transferts en provenance des autres collectivités locales ou de l'Etat.

**Section Investissement (du budget des communes) :** La section investissement retrace les opérations non courantes, ponctuelles, de nature à modifier le patrimoine de la commune.

- Pour les dépenses, il s'agit entre autres des nouveaux travaux (par exemple la construction d'une médiathèque), les acquisitions immobilières, mais également des remboursements des sommes empruntées.

- Pour les recettes, il s'agit principalement des subventions d'investissement, de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat, des nouveaux emprunts souscrits.

**Valeur locative cadastrale :** La valeur locative cadastrale est une des bases qui servent à l'établissement des taxes perçues au profit des collectivités territoriales. Cette valeur fait l'objet de révisions périodiques. Les grands principes de son calcul sont les suivants :

- l'administration classe les constructions de la commune en plusieurs catégories homogènes
- Elle détermine un tarif pour chaque catégorie en fonction du loyer normal des locaux libres.
- Elle calcule la surface pondérée du bien concerné en tenant compte de sa situation, de sa consistance, de son affectation, de son état.
- La valeur locative cadastrale est égale à la surface pondérée multipliée par le taux de la catégorie dans laquelle a été classé le bien.

La valeur locative cadastrale est supposée refléter le prix de location du bien si celui-ci était loué.